
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

MADAME PAULINE MAROIS

DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE MONSIEUR SYLVAIN TANGUAY

Je, soussigné, Sylvain Tanguay, domicilié au [REDACTED]
affirme solennellement ce qui suit :

1. Dans la présente Déclaration assermentée, pour fins de compréhension, les expressions suivantes désignent :

Direction du Parti Québécois ou du Parti : l'ensemble des personnes qui occupent en tout temps pertinent à la présente Déclaration les fonctions de directeur général, de directeur de l'organisation, de directeur des communications et de directeur de l'administration et des finances;

Permanence du Parti Québécois ou du Parti : l'ensemble des employés qui travaillent au siège social du Parti Québécois en tout temps pertinent à la présente Déclaration;

Association(s) de circonscription(s) : le regroupement des membres du Parti Québécois dans une circonscription donnée;

Parti au singulier : le Parti Québécois;

A. Présentation de Monsieur Tanguay

2. J'ai été membre du Parti Québécois pendant les années du mandat de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics (la « **Commission** »);
3. D'avril 1996 à décembre 1998, j'ai été attaché politique au cabinet de Madame Marois, alors ministre de l'Éducation;
4. De décembre 1998 à février 2000, j'ai été le chef de cabinet du ministre du Tourisme, Monsieur Maxime Arseneau;

5. De février 2000 à mars 2001, j'ai été le directeur général du Parti Québécois; pendant cette période, le chef du Parti Québécois était Monsieur Lucien Bouchard;
6. De novembre 2001 à avril 2003, j'ai été attaché politique de Madame Marois, alors vice-première ministre et ministre de l'Économie et des Finances;
7. À compter du mois de juin 2009 jusqu'à la date du 30 juin 2014, j'ai été le directeur général du Parti Québécois; pendant cette période, Madame Marois était chef du Parti Québécois et s'est retirée le 7 juin 2014;
8. Je suis bien au courant du fonctionnement des instances du Parti Québécois et de son financement pendant les années du mandat de la Commission;

B. L'organisation du Parti Québécois

9. Je dépose, comme **annexe 1** à la présente Déclaration, les statuts du Parti Québécois en vigueur pour la période de juin 2005 à mai 2011 (« **Statuts 2005** »);
10. Je dépose, comme **annexe 2** à la présente Déclaration, les statuts du Parti Québécois en vigueur à compter de mai 2011 (« **Statuts 2011** »);
11. Tel qu'il appert des Statuts annexés à la présente Déclaration, les instances démocratiques et décisionnelles du Parti Québécois sont décentralisées et reposent sur sa base militante;
12. Les membres du Parti Québécois adhèrent volontairement à l'aspiration principale du Parti Québécois qui est la souveraineté du Québec;
13. Tel qu'il appert des Statuts 2011 annexés à la présente Déclaration, les principales instances démocratiques et décisionnelles du Parti Québécois sont présentement :
 1. les membres (chapitre 2 des Statuts 2011);
 2. l'association de circonscription pour chacune des 125 circonscriptions électorales du Québec (chapitre 4 des Statuts 2011);
 3. le conseil exécutif de chacune des 125 circonscriptions électorales du Québec (chapitre 4 des Statuts 2011);
 4. l'association régionale (chapitre 5 des Statuts 2011);
 5. la conférence régionale des présidents et présidentes (chapitre 5 des Statuts 2011);
 6. le conseil exécutif régional (chapitre 5 des Statuts 2011);
 7. le congrès national, qui est l'instance suprême (chapitre 6 des Statuts 2011);
 8. le conseil national (chapitre 6 des Statuts 2011);
 9. la conférence nationale des présidents et présidentes (chapitre 6 des Statuts 2011);

10. le Conseil exécutif national (chapitre 6 des Statuts 2011) composé de seize personnes dont le ou la chef du Parti Québécois qui n'en est pas le président ou la présidente;
14. Les instances du Parti Québécois qui peuvent avoir une responsabilité dans le financement, sont, aux termes des Statuts 2011 :
 - en premier lieu, le conseil exécutif de chacune des 125 circonscriptions électorales (article 44 in fine des Statuts 2011);
 - en second lieu, les conférences régionales des présidents et présidentes (article 77 m) des Statuts 2011);
 - en troisième lieu, le conseil exécutif régional (article 86c) des Statuts 2011);
 - en quatrième lieu, la conférence nationale des présidents et présidentes (article 122 m) des Statuts 2011);
 - en cinquième lieu, le Conseil exécutif national (article 132 h) des Statuts 2011);
15. Les instances mentionnées au paragraphe précédent sont des instances démocratiques formées de membres élus;

C. *Le financement du Parti Québécois*

a. *Introduction*

16. Une campagne de financement du Parti Québécois repose sur la mobilisation de ses membres autour de la vision politique du Parti;

b. *Les objectifs des campagnes de financement du Parti Québécois*

17. Les objectifs des campagnes de financement du Parti Québécois sont d'abord évalués par la Permanence du Parti;
18. Une campagne de financement au Parti Québécois se prépare en procédant à l'évaluation des résultats financiers de l'année en cours, Association de circonscription par Association de circonscription, afin de déterminer les résultats de chacune pour l'année en cours; cela permet d'établir les objectifs pour celles-ci afin de répondre aux besoins financiers du Parti pour l'année suivante, incluant les besoins financiers des Associations de circonscriptions;
19. La hauteur de l'objectif de financement du Parti dépend des résultats des années antérieures, de la présence d'une campagne électorale, du nombre de membres du parti et de la présence d'un député ou non dans une circonscription;
20. Précisons que l'indice de richesse de la circonscription n'est jamais un critère qui entre en ligne de compte; il n'y a aucune évaluation des contributions politiques provenant ou pouvant provenir de personnes d'un secteur d'activités donné;

21. En particulier, il n'y a pas d'évaluation des contributions politiques provenant ou pouvant provenir du secteur d'activités analysé par la Commission;
22. Il n'y a pas d'objectifs de financement à atteindre en raison du statut de ministre;
23. Le nombre de membres du Parti et celui de chacune des Associations de circonscription sont des facteurs déterminants dans la formulation des objectifs de la campagne de financement du Parti Québécois;
24. La présence d'un député dans une circonscription est une raison qui motive des personnes à devenir membres et à contribuer financièrement en plus d'être stimulante pour les bénévoles impliqués dans la campagne;
25. Les objectifs de financement font l'objet d'une proposition de campagne de financement qui est présentée au Conseil exécutif national par la Direction du Parti Québécois afin d'être débattue et adoptée par cette instance; le Conseil exécutif national est présidé par le président ou la présidente du Parti (qui n'est pas le ou la chef du Parti);
26. La proposition de campagne de financement présentée au Conseil exécutif national par la Direction du Parti Québécois comporte un partage des fonds entre les Associations de circonscriptions et le national, partage qui a varié d'année en année selon la proposition de campagne de financement présentée au Conseil exécutif national à l'époque pertinente;
27. Lorsque la proposition de campagne de financement est adoptée par le Conseil exécutif national, avec ou sans modifications, elle est ensuite validée auprès des présidents et présidentes des Associations des circonscriptions pour s'assurer d'un large consensus au sein du Parti Québécois;
28. Enfin, la proposition de campagne de financement est présentée et débattue dans le cadre d'un Conseil national du Parti qui réunit tous les présidents et présidentes des Associations des circonscriptions, des Associations régionales et des comités du Parti, ainsi que les député(e)s, et elle est adoptée par le Conseil national, avec ou sans modifications;

c. L'organisation et la sollicitation de contributions

29. Au terme de ce processus démocratique et transparent, les Associations de circonscriptions et le Parti connaissent les objectifs de campagne et l'échéancier pour les atteindre;
30. Un député est nommé par le Conseil exécutif national pour présider la campagne de financement du Parti; cette nomination est communiquée aux membres par le chef ou la chef du Parti; ce président assure le suivi de la campagne de financement auprès des président(e)s d'Associations des circonscriptions et auprès des député(e)s du caucus;
31. L'encadrement et le suivi de la campagne de financement sont assurés par la Permanence du Parti Québécois; pour ce faire, le directeur général informe régulièrement le ou la député(e) qui préside la campagne de l'évolution du financement qui, selon les besoins,

intervient auprès des Associations des circonscriptions pour les encourager;

32. Le ou la chef du Parti, comme tous les députés, est appelé(e) à participer dans les campagnes de financement afin de soutenir l'engagement des bénévoles de la campagne;
33. Le ou la chef du Parti doit notamment, par sa présence à divers événements publics, donner des discours aux membres et militants lors de ces événements publics et encourager les bénévoles impliqués dans la campagne;
34. Cela étant dit, le rôle du ou de la chef du Parti n'a rien à voir avec les aspects de l'organisation et de la sollicitation reliés à la campagne de financement, qui relèvent des Associations de circonscription, qui font rapport à la registraire du Parti (qui relève de la Permanence du Parti), qui à son tour se rapporte ultimement au Conseil exécutif national;
35. Il n'y a jamais eu de suivi de campagne de financement fondé sur les contributions qui proviendraient de personnes appartenant à un secteur d'activités en particulier, encore moins celui sous analyse de la Commission; le Parti Québécois n'a jamais compilé ni détenu de renseignements ou de données historiques à ce sujet et il n'a jamais été en mesure de faire un suivi de campagne qui tienne compte des contributions provenant ou pouvant provenir de personnes d'un secteur d'activités en particulier;
36. Jusqu'en 2011, les présidents des Associations des circonscriptions et les députés ont été tenus au courant de l'évolution de la campagne de financement par la Direction du Parti Québécois qui s'est acquittée de cette tâche par la communication de renseignements permettant de connaître l'évolution de la campagne de financement pour chacune des Associations de circonscriptions;
37. De nombreuses Associations de circonscriptions atteignent l'objectif fixé et le dépassent; en fait, une majorité l'atteint;
38. Il est aussi vrai de dire que les Associations de circonscriptions sont nombreuses à ne pas y arriver même si certaines d'entre elles sont représentées par un député; toutefois, tenant compte de l'ensemble des Associations des circonscriptions et de leur membres, le Parti Québécois atteint généralement ou même dépasse son objectif de financement;
39. Les personnes impliquées dans le financement du Parti Québécois au cours des années analysées par la Commission agissaient principalement pour les Associations de circonscriptions desquelles elles étaient membres pour une grande majorité d'entre elles;
40. Au cours des années analysées par la Commission, la structure du Parti Québécois ainsi que son financement reposent sur l'engagement de ces militants;
41. Ces militants approchent les contributeurs par contacts personnels et y consacrent beaucoup d'heures bénévolement;
42. Les militants qui s'occupent du financement dans chacune des 125 circonscriptions procèdent de la même façon : ils épluchent d'abord la liste des membres, les appellent, leur rendent visite; ils organisent des 5 à 7 politiques, auxquels participent souvent des orateurs, et les gens contribuent selon le coût de l'activité ou selon ce qu'ils souhaitent

donner, dans le respect des règles prescrites;

43. De 2007 à 2011, le Parti Québécois a effectué du financement selon la formule connue sous le nom « clubs des 400\$ », un don minimum de 400\$ donnant droit à un crédit d'impôt maximum de 300\$;
44. Les militants qui s'occupent du financement et du renouvellement des cartes de membres utilisent leur véhicule à leurs frais pour obtenir de chaque contributeur des sommes très souvent inférieures à 50\$ par contributeur;
45. Pendant la période sous analyse, le Parti n'a ni systématisé leurs techniques de sollicitation ni centralisé leurs méthodes de sollicitation; il n'a existé ni n'existe aucune structure centralisée et professionnelle de financement politique au Parti Québécois;

d. Conclusion

46. En conclusion, une campagne de financement au sein du Parti Québécois est la résultante de la mobilisation de tous ses membres, et n'est aucunement orientée vers des secteurs d'activités, encore moins celui sous analyse de la Commission; elle n'est pas du tout organisée en fonction des contributions de personnes provenant de secteurs d'activités et n'est jamais tributaire de promesses de contrats publics ou d'autres avantages;
47. Le rôle du chef ou de la chef du Parti lors d'une campagne de financement consiste à motiver les membres et les députés du caucus dans leurs efforts de sollicitation;
48. Il ou elle n'est pas impliqué(e) dans l'organisation ou les efforts de sollicitation;
49. Ce sont les Associations de circonscription, la Permanence du Parti et le Conseil exécutif national du Parti qui doivent assurer le suivi et ultimement le succès des campagnes de financement;

D. Le financement populaire du Parti Québécois

50. Les membres du Parti Québécois soutiennent financièrement leur parti politique;
51. À ma connaissance, une proportion très significative des contributeurs du Parti Québécois sont membres du Parti;
52. Le financement du Parti est un financement populaire, essentiellement soutenu par ses membres, financement qui n'est pas soumis à l'influence des dirigeants d'un quelconque secteur d'activités de la société, en particulier celui examiné par la Commission;
53. Les contributions au Parti Québécois reposent sur la conviction politique de ses membres; la souveraineté est le moteur principal du support financier constant accordé par les militants à leur Parti;
54. La banque de données du Parti Québécois ne permet pas de relier un contributeur à son employeur; pour ce faire, il faut disposer, comme la Commission ou le Directeur Général des élections, des données de l'Agence du revenu du Québec afin de faire un croisement

de données;

55. Le Parti Québécois a demandé l'accès aux données de la Commission pour vérifier les tableaux des analystes de la Commission et les allégations des témoins;
56. Cet accès lui fut refusé par la Commission dans sa décision du 13 mars 2015, empêchant la vérification par les experts du Parti Québécois des allégations des témoins et des tableaux des analystes de la Commission;
57. Le Parti Québécois, soucieux de participer pleinement aux travaux de la Commission, a mandaté un expert pour renseigner la Commission sur son financement et les conclusions de cet expert seront transmises ultérieurement à la Commission en tentant au mieux de respecter l'échéancier établi par la Commission;
58. Je base donc les affirmations de ma Déclaration assermentée sur ma connaissance du Parti et sur les résultats d'une analyse réalisée par la Permanence du Parti qui a été vérifiée par les analystes de la Commission, cette analyse étant produite en preuve publique comme pièce 183P-1934;
59. Pendant toute la période analysée par la Commission, le Parti Québécois a eu le plus grand nombre de contributeurs soit en moyenne 31 733 contributeurs par année (cf. pièce 183P-1934), ce qui démontre que le Parti Québécois ne s'est pas placé dans une situation d'être politiquement influencé par un quelconque sous-groupe de personnes provenant d'un secteur d'activités en particulier, encore moins un sous-groupe de personnes provenant du secteur d'activités sous analyse ou qu'il ait toléré avec ce sous-groupe de personnes une proximité susceptible de donner lieu à de l'ingérence politique;
60. De plus, la contribution moyenne au Parti Québécois, pendant la période analysée par la Commission, est la plus basse des trois formations politiques analysées, soit 135\$ par contribution au Parti Québécois, démontrant que le Parti Québécois ne s'est pas placé dans une situation d'être politiquement influencé par un quelconque sous-groupe de personnes provenant d'un secteur d'activités en particulier, encore moins un sous-groupe de personnes provenant du secteur d'activités sous analyse ou qu'il ait toléré avec ce sous-groupe de personnes une proximité susceptible de donner lieu à de l'ingérence politique;
61. Le Parti Québécois a continué de rejoindre un nombre important de contributeurs en 2012, après la mise en vigueur de la première réforme du financement politique en mai 2011; il a rejoint beaucoup plus de contributeurs que les autres formations politiques en 2012;
62. Les campagnes électorales et les campagnes au leadership amènent des hausses importantes des contributions politiques au Parti Québécois comme en témoigne la pièce 183P-1934 pour les années 1998 (campagne électorale), 2003 (campagne électorale), 2005 (course au leadership), 2007 (campagne électorale), 2008 (campagne électorale) et 2012 (extérieur au mandat de la Commission) (campagne électorale); deux campagnes de financement ont été réalisées au cours de chacune de ces années;

63. Je n'ai jamais observé comme directeur général du Parti Québécois que les contributions politiques au Parti Québécois permettaient aux contributeurs ou les rendaient susceptibles d'obtenir des contrats publics du gouvernement ou des informations gouvernementales privilégiées en lien avec des contrats publics ou des projets gouvernementaux; une telle attitude n'était absolument pas admise au Parti Québécois;
64. Les attentes et calculs politiques des dirigeants de l'industrie de la construction, tels que révélés par la preuve publique faite devant la Commission, n'ont jamais été portés à ma connaissance ni comme directeur général du Parti Québécois, ni comme attaché politique ni comme chef d'un cabinet ministériel;
65. À ma connaissance, les attentes et calculs politiques des dirigeants de l'industrie de la construction, tels que révélés par la preuve publique faite devant la Commission, n'ont jamais été portés à la connaissance de la Direction du Parti Québécois, de la Permanence du Parti Québécois, d'un président du Parti Québécois ou de l'un des chefs du Parti Québécois pour lesquels j'ai travaillé; personne au Parti Québécois ne m'a jamais rapporté pareils calculs politiques et attentes des dirigeants de l'industrie de la construction;
66. À ma connaissance, une entreprise de construction ou une firme de génie n'a jamais été favorisée ou écartée d'un contrat public ou d'une subvention gouvernementale selon que ses dirigeants et employés contribuaient ou ne contribuaient pas au Parti Québécois;
67. À ma connaissance, toutes les contributions politiques reçues par le Parti Québécois ont été déclarées comme toutes les dépenses encourues;
68. À ma connaissance, le Parti Québécois ne s'est pas associé, ni directement ni indirectement, aux stratagèmes décrits devant la Commission; à ma connaissance, aucun contrat public ou subvention gouvernementale n'a été octroyé à une entreprise en lien avec une contribution politique au Parti Québécois;
69. Le Directeur général des élections a identifié des contributions politiques illégales au Parti Québécois au montant de 239 345,00\$ pour les années 2000 à 2011;
70. Ces contributions politiques, faites à l'insu du Parti Québécois, ont toutes été remboursées par le Parti Québécois dès que signalées par le Directeur général des élections;
71. Il est impossible de les relier à un secteur d'activités en particulier, encore moins au secteur d'activités sous analyse;
72. Toutefois, je sais que ce remboursement inclut les contributions politiques reliées à des employés de Groupaction qui furent révélées lors de l'enquête des Commissions Gomery et Moisan; le détail des remboursements effectués se trouve dans l'**annexe 4** à la présente Déclaration assermentée;
73. À ma connaissance, le Parti Québécois est un parti politique honnête qui n'a entretenu aucun lien entre l'octroi des contrats publics et les contributions politiques;

74. À ma connaissance, le Parti Québécois n'a pas toléré de proximité avec le sous-groupe de personnes provenant du secteur d'activités sous analyse, y compris durant la période où Madame Marois était chef du Parti;

E. Les activités reliées au financement national

75. Durant la période analysée par la Commission, le financement national du Parti Québécois représente en moyenne 15% du financement total obtenu par le Parti Québécois;
76. Le financement national provient de toutes les personnes qui composent la société civile du Québec; une proportion significative des contributeurs au financement national sont membres du Parti Québécois;
77. Les données du Parti Québécois relatives au financement national ne permettent pas de relier des contributeurs du Parti à un secteur d'activités, encore moins le secteur d'activités sous analyse;
78. J'ai moi-même assisté à plusieurs cocktails de financement du Parti Québécois, en région ou dans les grands villes, et y assistaient bien plus de membres que de non-membres; à chacune de ces occasions, un discours politique partisan était prononcé par un orateur qui n'était pas nécessairement un ministre du gouvernement péquiste;
79. Les activités consacrées par le Parti Québécois au financement national ont été considérablement réduites à compter de 2006, et, depuis lors, le produit de ce financement décroît constamment;
80. De fait, en 2006, le financement national représentait 13.16% du financement total alors qu'il n'était plus que de 1,68% du financement total en 2011;
81. En tout temps pertinent, le financement du Parti Québécois provenait surtout des Associations de circonscriptions;

F. Conclusion sur le financement du Parti Québécois et le rôle du ou de la chef du Parti

82. Depuis 2005, le Parti est administrativement sous la direction de son président, pas de son chef;
83. Comme tel, le ou la chef du Parti ne joue pas de rôle dans l'organisation des campagnes de financement ou dans la sollicitation de contributions des membres et sympathisants;
84. Le rôle principal du ou de la chef du Parti dans une campagne de financement consiste à motiver les bénévoles et les députés impliqués dans la campagne principalement par sa présence à des événements publics auxquels il ou elle est convié(e) par les militants et au cours desquels il ou elle prononce des discours de nature politique et partisane;
85. Les responsabilités d'organisation et de sollicitation lors des campagnes de financement relèvent des Associations de circonscription, qui font rapport à la registraire du Parti (qui relève de la Permanence du Parti), qui se rapporte ultimement au Conseil exécutif national

présidé par le président du Parti, qui n'en est pas le ou la chef;

86. Les campagnes de financement font l'objet d'un suivi régulier assuré par les Associations de circonscriptions, la Permanence du Parti et ultimement le Conseil exécutif national;
87. Le Parti Québécois est un parti de membres; il a compté et compte toujours plus de membres que tout autre parti politique provincial; je suis fondé de croire qu'il compte plus de membres que les deux autres partis politiques réunis sur lesquels la Commission porte son analyse;
88. C'est pourquoi le Parti compte sur ses membres pour le supporter financièrement d'année en année;
89. Pour le Parti Québécois, aucune stratégie de sollicitation d'un parti politique ne peut être meilleure que celle qui repose sur les membres et sur leur sollicitation par la base militante;

G. *Intégrité de Madame Marois*

90. Je connais Madame Marois dans un cadre professionnel depuis 1993;
91. J'ai travaillé avec elle dans les postes suivants :
 - Attaché politique au cabinet de Madame Marois lorsqu'elle était ministre de l'Éducation d'avril 1996 à décembre 1998;
 - Attaché politique alors que Madame Marois était la vice-première ministre, ministre de l'économie et des finances de novembre 2001 à avril 2003;
 - Directeur général du Parti Québécois de juin 2009 au 30 juin 2014; pendant cette période, la chef du Parti Québécois était Mme Pauline Marois qui s'est retirée le 7 juin 2014;
92. En aucun temps, nous avons discuté, conçu, planifié, établi ou visé des stratégies ou méthodes de sollicitation impliquant la sollicitation par secteurs d'activités;
93. Tout au long de ma carrière auprès de Madame Marois, j'ai pu constater que celle-ci adhérerait sans réserve aux standards d'éthique, d'honnêteté et d'intégrité auxquels la population était en droit de s'attendre d'une députée et d'une chef de parti et qu'elle exigeait la même chose de la part de son entourage au sein du Parti Québécois;
94. Tous les faits allégués dans cette Déclaration assermentée sont vrais;

ET J'AI SIGNÉ À TROIS-RIVIÈRES:

[Redacted signature]

Monsieur Sylvain Panguay

Affirmé solennellement devant moi
à Montréal, ce 21 mai 2015

[Redacted signature]

Commissaire à l'assermentation

